



Coopérer pour mieux gérer : quels leviers financiers à la main des élus locaux pour faire face aux enjeux climatiques ?

Étude AFL & CNFPT – INET / 2025 - 2026





Banque publique de développement
créée et pilotée par les collectivités locales
qui en sont les uniques actionnaires
et les uniques clientes.

• **1 300**

Collectivités locales actionnaires
Communes, départements, régions, groupements
(intercommunalités, syndicats et EPT).

• **28%**

De l'investissement public local
est porté par les collectivités actionnaires de l'AFL.

100%

- DÉTENUE PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES



Associations nationales d'élus



Associations de dirigeants territoriaux



Institutionnels et centres de ressources





Dans le cadre de ses partenariats (CNFPT-INET, APVF, Ville & Banlieue, ACCD'OM...), l'AFL publie chaque année des **études dédiées aux enjeux financiers et à la transition écologique des collectivités.**

Ces travaux portent notamment sur :

- la gestion durable de l'eau
- la rénovation énergétique des bâtiments publics
- les mobilités et infrastructures de transition
- les nouveaux besoins d'investissement des territoires

Des analyses au service de l'action locale

Ces études :

- dressent un état des lieux des enjeux rencontrés par les collectivités
- identifient des **pistes d'optimisation et de financement**
- présentent les **stratégies et outils mobilisables** pour accompagner les investissements locaux
- proposent des **repères concrets et opérationnels** pour les décideurs publics

Elles sont toutes disponibles sur le [site de l'AFL](#)



Au-delà de son rôle de financeur, l'AFL met son expertise au service des collectivités via des études dédiées aux enjeux financiers et de transition du monde local.

Le **Baromètre AFL** analyse chaque année la situation financière des collectivités, de l'ensemble du territoire, afin de fournir une analyse sur leur trajectoire financière et :

- d'évaluer objectivement la solvabilité des collectivités
- de comparer les situations par strate et typologie
- de faciliter le pilotage financier et les décisions d'investissement.

Enseignements clés – Édition 2025

- Départements et régions : chute des recettes, épargne en berne, emprunts en forte hausse.
- Communes et intercommunalités : plus de résilience grâce à des ressources dynamiques.
- Le recours à l'emprunt bondit à 27 Md€, +27 % en un an.

L'ensemble des Baromètre et leurs déclinaisons départementales et dédiées aux Petites Villes de Demain sont à retrouver [ici](#)

Des coopérations entre collectivités territoriales de toutes strates, contiguës ou non, pour financer un projet en lien avec la transition écologique, en dehors du cadre de l'intercommunalité à fiscalité propre.

40 COOPÉRATIONS
ÉTUDIÉES

55 ACTEURS
RENCONTRÉS

ATELIERS | NANTES 2026

DOMAINES DE COOPÉRATION :

Gestion de l'eau



Déchets et économie circulaire



Transition énergétique



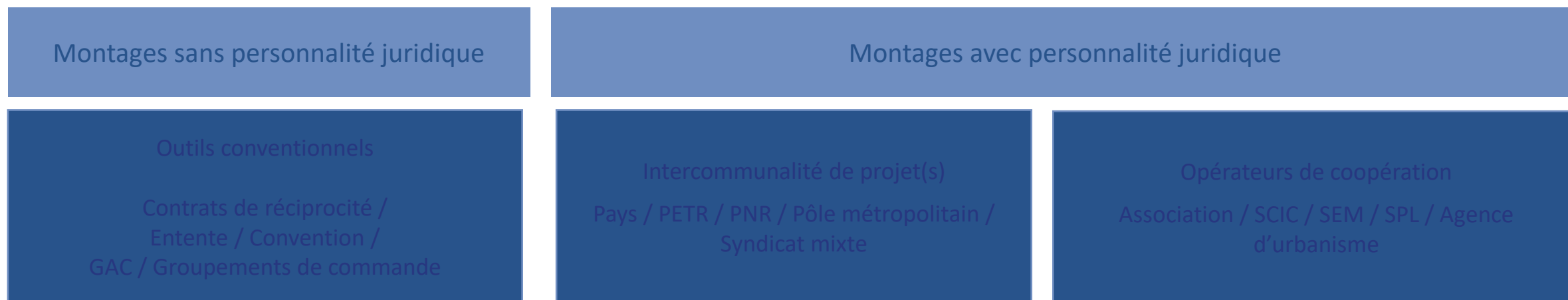
Aménagement



Agriculture et alimentation



1. UN LARGE PANEL D'OUTILS



2. COMMENT CHOISIR L'OUTIL LE PLUS ADAPTÉ ?



3. COMMENT FIXER LES RÈGLES DE FINANCEMENT ET DE GOUVERNANCE ?

Clefs de répartition du financement de la coopération

- Démographie
- Potentiel financier
- Donnée physique ou géographique (ex. linéaire côtier, de cours d'eau...)
- Classement des collectivités (zonages)
- Appartenance à une structure de coopération

Tarification du service

- Tarif unique pour l'utilisateur
- Tarif modulé (selon le niveau d'investissement, la politique tarifaire de la collectivité...)

Frais de structure

- Mise à disposition gratuite par structure ou collectivité porteuse
- Facturation au coût réel
- Modulation (selon clef de répartition à choisir, par ex. démographie)

Règles de gouvernance

Quelles stratégies d'intervention ?

- A la carte ?
- Ouverture à des collectivités non-membres ?
- Quelle subsidiarité avec les membres de la coopération ?

Quels équilibres politiques ?

- Quel partage du pouvoir délibératif ?
- Quelles modalités de consultation lorsque le pouvoir délibératif est peu ou pas partagé entre les partenaires ?

Quels sont les facteurs de réussite et les freins à la coopération ?

Facteurs de réussite

- Se connaître
- Définir des constats communs partagés
- Le « pas à pas »
- Trouver un équilibre cohérent entre enjeux de gouvernance et leviers financiers
- S'appuyer sur un tiers garant
- Donner aux citoyens-usagers et aux acteurs privés leur juste place

Freins

- Manque de volonté politique ou absence d'objectifs communs
- Présence d'acteurs préexistants du territoire

- Sortir d'une logique concurrentielle
- Penser la coopération en équivalence des besoins

Comment faire des coopérations un levier intégré aux politiques de transition ?

- DES COOPÉRATIONS NOMBREUSES MAIS ENCORE PÉRIPHÉRIQUES
- UN BESOIN DE FAIRE ÉMERGER UNE VÉRITABLE CULTURE DE LA COOPÉRATION

Reconnaître les coopérations comme un mode d'élaboration des politiques territoriales...

- Développer de réels lieux de dialogue
- Conforter les collectivités comme chefs de file de la construction des politiques interterritoriales.

...associées à des moyens dédiés...

- Renforcer la capacité des territoires à créer des alliances
- Assurer des financements pérennes

...tout en reconnaissant la diversité des pratiques et des structures de portage.

- Consolider les démarches d'observation
- Maintenir des dispositifs de soutien souples et adaptables



- 1er financeur : les collectivités et EPCI partenaires



- Le rôle des subventions



- Une logique fonctionnelle et contractuelle



- Le rôle de l'emprunt



- Un équilibre à trouver

Un modèle coopératif

